



**Madame la Présidente de la MRAE Région
AUVERGNE RHÔNE-ALPES**

DREAL AUVERGNE RHONE ALPES

Pôle Autorité environnementale

Service CIDDAE/ Pôle AE

69453 LYON cedex 06

Nos Réf. : YM/jj/C2025-085

Affaire suivie par : Josiane JORAT

dgs@mairie-vougy.fr Tél. : 04-50-89-89-39/06-08-88-34-95

Objet : recours gracieux contre l'avis conforme de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vougy (74) - Avis n° 2025-ARA-AC-4000 délibéré le 1^{er} octobre 2025.

P.J. : pièces du dossier de modification n°2 amendées suite à l'avis MRAE

Madame la Présidente,

Par un avis conforme n° 2025-ARA-AC-4000 délibéré le 1^{er} octobre 2025 portant sur la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vougy, vous avez considéré que cette procédure était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, en particulier la biodiversité, le bruit et la qualité de l'air, nécessitant ainsi la réalisation d'une évaluation environnementale.

Au terme de votre avis, la réalisation de l'évaluation environnementale aurait notamment pour objectif de :

- exposer l'état initial de l'environnement sur l'OAP n°2, identifier notamment les espèces protégées présentes ou susceptible de l'être, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat doit être obtenue et, dans l'affirmative, établir que les conditions cumulatives requises sont réunies ; analyser l'exposition au bruit et la qualité de l'air au niveau des constructions projetées ;
- définir les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences sur l'environnement ; les traduire dans le PLU ; définir les mesures de suivi de ces mesures.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir reconsidérer votre position au vu des éléments suivants.

En effet, la Commune a retravaillé, en liaison avec son bureau d'études spécialisé en environnement, le cabinet AGRESTIS, le dossier de modification n°2 pour répondre à chacun des motifs figurant dans votre avis.

En premier lieu, s'agissant de la **biodiversité**, vous avez considéré que :

- le dossier conclut que plusieurs espèces protégées sont susceptibles d'être présentes mais ne conclut pas si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée ou de leur habitat doit être obtenue⁷ et, dans l'affirmative, n'établit pas que les conditions cumulatives requises sont réunies, notamment une « *raison impérieuse d'intérêt public majeur* »⁸ ;

En réponse, la commune a complété l'autoévaluation par une analyse approfondie de son bureau d'études, des espèces susceptibles d'être présentes sur le secteur, des enjeux et des mesures prises dans le cadre de l'évolution du PLU à travers l'inscription de dispositions dans l'OAP. S'agissant de la faune, les conclusions de l'autoévaluation sont les suivantes :

Groupe d'espèces	Enjeux	Mesures prises dans le cadre de l'évolution du PLU à travers l'inscription de dispositions dans l'OAP
Mammifères hors chiroptères	L'enjeu considéré comme fort pour l'Ecureuil roux, le Hérisson d'Europe et le Muscardin.	Phase travaux : – Evitement des périodes de reproduction et d'hivernage de ces trois espèces. Phase d'exploitation : – Confortement de la haie avec une structure multi-stratifiée composée d'essences indigènes.
Chiroptères	L'enjeu considéré comme fort pour les bâtiments (chiroptères pouvant se reproduire ou utiliser le site comme gîte occasionnel) et pour les alignements d'arbres, habitats bien représentés à proximité (chiroptères pouvant chasser en lisières).	Phase travaux : – Contrôle par un écologue des bâtiments avant leur destruction afin de vérifier l'absence d'individus ou d'indices de présence. Si présence ou traces : mises en place de mesures en conséquence dans le cadre du projet. Mises en place de dispositifs d'éclairage adaptés.
Amphibiens	L'enjeu considéré comme faible du fait de la séparation de la zone d'autres habitats naturels par des habitations et axes routiers.	Sans objet.
Reptiles	L'enjeu considéré comme modéré : la Couleuvre helvétique, l'Orvet fragile et le Lézard des murailles peuvent fréquenter la zone d'OAP.	Phase travaux : – Evitement de périodes de reproduction et d'hivernage des trois espèces.
Lépidoptères	L'enjeu considéré comme faible	Sans objet.
Orthoptères	L'enjeu considéré comme faible	Sans objet.
Odonates	Des habitats de chasse similaires sont situés à proximité et la perte d'habitat de chasse sera considéré comme faible.	Sans objet.
Oiseaux (Espèces)	Les oiseaux pouvant se reproduire dans les alignements d'arbres : l'enjeu considéré comme modéré ; Les oiseaux anthropophiles : l'enjeu est considéré comme fort ; Les oiseaux pouvant se reproduire dans les haies buissonnantes : l'enjeu est considéré comme fort Les espèces ne nichant pas sur la zone d'expertise mais qui peuvent chasser dans les milieux ouverts présents : L'enjeu est considéré comme faible.	Phase travaux : – Evitement des périodes de reproduction pour la destruction du bâtiment et les travaux sur la haie. – Vérification de l'absence d'espèces de nids (Hirondelles, rapaces nocturnes). Phase d'exploitation : – Evitement de la taille des haies et de l'élagage des arbres pendant la saison de nidification des oiseaux.
Oiseaux (Habitats)	Alignement d'arbre : enjeu modéré Ronciers : enjeu fort ; Bâts : enjeu fort ; Prairies : enjeu faible.	

L'autoévaluation conclut que :

*« En concaténant l'ensemble des périodes de sensibilité d'espèces à enjeux ci-dessus, **une fenêtre pour la réalisation des travaux ressort : entre début septembre et mi-octobre.**
Sous réserve de la bonne mise en œuvre des mesures Eviter – Réduire et des prescriptions incluses dans le règlement et l'OAP sectorielle, l'impact sur la faune est évalué comme faible ».*

Cf. Dossier de modification amendé (autoévaluation)

Ces éléments permettent ainsi de conclure qu'aucune dérogation au titre des espèces protégées ne sera nécessaire au stade de la réalisation du projet et répond ainsi au premier motif de votre avis.

Notons, par ailleurs, que la modification du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur les sites Natura 2000 FR8212032 « Vallée de l'Arve ».

En deuxième lieu, s'agissant du bruit, votre avis conclut que :

- certaines habitations projetées dans l'OAP sont situées à environ 150 m de l'A 40 et 15 m de la RD 19 ; le dossier n'analyse pas suffisamment l'exposition aux nuisances sonores des futurs habitants et l'efficacité des mesures de réduction prévues par l'OAP ;

L'autoévaluation a été complétée en ce sens, afin de présenter un état initial des nuisances sonores du secteur.

De plus, l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres du département de la Haute-Savoie dispose que :

« Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du code de l'environnement.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé modifiant l'arrêté du 30 mai 1996.

Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés du 25 avril 2003 susvisés ».

Le dossier de modification prévoit d'annexer cet arrêté au PLU, ce qui le rendra directement opposable aux constructions envisagées sur le secteur.

Outre les mesures déjà prévues dans le projet d'OAP pour prévenir et réduire l'exposition aux nuisances sonores des futurs habitants à savoir :

- La mise en place d'un espace vert collectif aménagé et planté jusqu'au pied des bâtiments,
- La création d'une noue paysagère sous forme de haie pour réduire les nuisances sonores liées à la circulation automobile,
- La réalisation d'un vallonnement général du terrain propice à l'atténuation des nuisances sonores de la RD19 par le réemploi des terres issues de l'implantation des bâtiments,

Les prescriptions ont été renforcées pour limiter les nuisances sonores des futurs habitants.

On peut citer à cet égard l'obligation :

- De garantir des formes de bâtiments qui limitent l'impact acoustique sur les façades (implantation en « U inversé » face aux voiries, implantation en « π » joint ou séparé face aux voiries ; construction sous forme de « plots » possiblement reliés, dont l'orientation dominante des faîtages doit être soit parallèle, soit perpendiculaire à la RD19).
- De prévoir une implantation du bâti la plus éloignée possible des marges de recul ;

- De composer les marges de recul par rapport aux voiries d'une haie végétalisée afin de limiter les nuisances en privilégiant l'utilisation d'espèces végétales locales (espèces exotiques envahissantes interdites).
- De favoriser les chambres des logements dans les zones calmes et plus éloignées des voiries,
- De favoriser l'intégration de dispositifs de renforcement de façade pour limiter les nuisances sonores (double-vitrage acoustiques, VMC double flux par exemple).

Il en résulte des prescriptions fortes en matière d'évitement et de réduction des nuisances sonores qui devront être respectées dans un rapport de compatibilité par les constructions qui seront implantées dans le secteur.

En troisième lieu, s'agissant de la qualité de l'air, votre avis conclut que :

- les orientations et le schéma d'aménagement ne prévoient aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation sur cet enjeu¹⁰ ;
- les valeurs disponibles dans le dossier ne rendent pas compte des seuils de référence de l'OMS¹¹ qui sont en deçà des valeurs susmentionnées : concentration annuelle de 10 µg/m³ pour le dioxyde d'azote (NO₂), concentration annuelle de 15 µg/m³ pour les particules fines PM₁₀, concentration annuelle de 5 µg/m³ pour les particules fines PM_{2,5} ;
- le dossier n'analyse pas suffisamment l'exposition à la pollution de l'air des futurs habitants, en prenant en compte notamment la pollution supplémentaire induite par l'OAP (estimé à environ 49 véhicules légers liés aux nouvelles habitations ainsi que les véhicules supplémentaires liés aux activités tertiaires ou de services autorisées dans l'OAP) ;

En réponse à votre avis, l'état initial a été complété sur cette thématique. S'agissant du secteur couvert par l'OAP, l'autoévaluation a pu conclure que :

« L'OAP porte sur un projet de 50 logements.

Comme vu précédemment, la zone de modification du PLU se situe dans une zone où les valeurs réglementaires et recommandées par l'OMS sont respectées.

Les émissions liées à l'exploitation future des logements dépendent :

- *Du mode de chauffage : (gaz, électricité, bois, etc.) qui peut faire varier les émissions.*
- *Des déplacements des habitants : Les allers-retours des résidents (voiture, transports en commun) contribuent aux émissions locales. La zone de projet se situe à proximité du centre-bourg (150 mètres de l'école, 600 mètres de la ZAC des Grands Bois, 1 km de la mairie) limitant l'utilisation de la voiture et les émissions de polluants liés à son utilisation. De plus, le programme comprend la favorisation d'installation de bornes électriques pour l'utilisation de véhicules décarbonés.*

Les émissions de polluants liés à la qualité de l'air d'une zone d'urbanisation se composant d'une cinquantaine de logements sont considérées comme très faibles car les émissions sont diluées dans un grand volume d'air. Ces émissions peuvent toutefois varier localement en fonction de la météo ».

Le projet de logements n'entraînera pas une consommation d'énergie conséquente sur le territoire ni une dégradation de la qualité de l'air. Le trafic automobile va légèrement augmenter à la suite de l'arrivée de nouveaux habitants dans la commune ».

Cf. Dossier de modification amendé (autoévaluation)

Pour réduire les incidences résultant de l'augmentation du trafic induite par l'arrivée de nouveaux habitants, l'OAP prévoit désormais les mesures suivantes :

- En matière de performance énergétique et environnementale, les constructions doivent prendre en compte la réglementation en vigueur.
- Concernant l'éclairage des espaces collectifs, la réduction de la consommation énergétique est recherchée par l'utilisation de technologies moins consommatrices.
- Toute place de stationnement doit pouvoir disposer d'un fourreau permettant l'installation de bornes de recharge électrique.
- Un seul accès, en entrée et sortie, à aménager et sécuriser, est autorisé depuis la rue des Ecoles.
- Concernant la desserte piétonne :
 - A l'extérieur de l'opération, elle doit être assurée aux abords de la rue des Ecoles et du Chemin du Clos, ainsi que par l'aménagement d'un cheminement piéton créé par l'ER n°12 dans le cadre de la modification n°2 du PLU reliant à l'Ouest directement l'opération au groupe scolaire.
 - A l'intérieur de l'opération, un maillage piéton doit être réalisé afin de relier les accès extérieurs à l'ensemble des constructions et desservir les accès à l'espace vert créé en bordure de la RD19.
- Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies internes de l'opération et la largeur des places ne peut être inférieure à 2,40m et être en rapport avec l'importance et la nature de l'opération.

Il doit être étudié de manière à ce que sa perception depuis la RD19 soit limitée.

L'opération doit disposer de places visiteurs.

- Concernant le stationnement des deux roues, l'opération doit prévoir des locaux « cycles » ou des dispositifs couverts aisément accessibles et sécurisés à raison de 1.5 m²/logement.

Le dossier rappelle par ailleurs que la modification n°2 du PLU comprend des incidences favorables tenant à la « *mise en place d'espaces dédiés à l'habitation à proximité du centre-bourg (150 mètres de l'école, 600 mètres de la ZAC des Grands Bois, 1 km de la mairie) limitant l'utilisation de la voiture et les émissions de polluants liés à son utilisation* » et en ce que le nombre de logements construits est limité du fait de l'évitement de la zone au Sud.

Au vu de ces éléments complémentaires, je vous demande de bien vouloir reconsidérer votre position et de dispenser d'évaluation environnementale le projet de modification n°2 du PLU.

L'aboutissement de cette procédure permettrait ainsi de mettre en œuvre une orientation stratégique du PADD de la commune, d'accueillir de nouveaux habitants dans un site bien desservi, proche du groupe scolaire et des secteurs d'emplois de la commune facilitant l'usage des modes doux, tout en garantissant la réalisation d'une part de mixité sociale des logements dans l'opération.

Je me tiens à votre entière disposition pour vous apporter tout élément complémentaire que vous jugerez utile, et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma haute considération.

Le Maire,

Yves MASSAROTTI

